

"Un seul cas de corruption"

Autor(en): **Bernhart, Christian / Hurni, Hans**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2008)**

Heft 77

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-970789>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

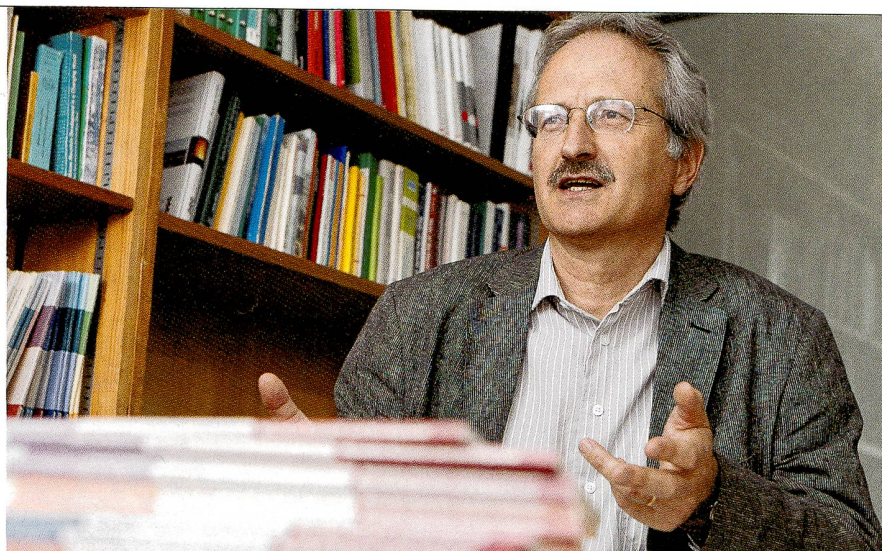
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

« Un seul cas de corruption »

Dans le cadre du Pôle de recherche national Nord-Sud, des jeunes chercheurs de pays en développement ont pu élaborer des solutions aux problèmes de leurs pays. Par exemple grâce à des cartes de la pauvreté, note le géographe Hans Hurni.



Annette Bouletier

Le Conseil fédéral propose de réduire le nombre de pays prioritaires et de programmes spéciaux de la coopération au développement. Menez-vous des recherches dans un trop grand nombre de pays ?

Non. Les partenaires avec lesquels nous travaillons sont répartis entre huit régions, soit une quarantaine de pays. Mais ces derniers ne sont pas tous prioritaires. Les chercheurs forment des équipes régionales et échangent leurs expériences. Ils étudient par exemple sur de hauts plateaux le problème de la tuberculose, la destruction des ressources naturelles, certaines questions environnementales, étatiques ou liées à la pauvreté. Le phénomène centre-périphérie des villes qui se transforment en agglomérations et des régions qui se dépeuplent se présente de manière analogue en Thaïlande, au Vietnam ou au Laos, mais aussi en Suisse.

Des cartes de la pauvreté ont été établies pour le Vietnam et le Laos dans le cadre du PRN Nord-Sud ? De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de représentations visuelles et spatiales des couches les plus pauvres de la population, dont les besoins en matière de développement sont importants. En fait, elles sont liées à des thèses de doctorat. Nous avons étudié la pauvreté et sa répartition dans le pays, puis appris que nos partenaires au Vietnam et au Laos souhaitaient voir ces résultats représentés de manière spatiale. Les organisations de développement et de coopération considèrent elles aussi ces cartes comme extrêmement

utiles. Elles montrent que si la pauvreté touche plus de personnes en ville, celle-ci est moins extrême qu'à la campagne. Elles montrent aussi la pression exercée par la Chine dans la partie la plus boisée du Laos en termes d'investissements pour étendre les plantations d'arbres à caoutchouc et les exploiter comme matière première.

Indiquent-elles les zones où le gouvernement et les organisations de développement peuvent investir en faveur de la population rurale ?

Lorsqu'on superpose les zones de pauvreté et les projets de développement étatiques et privés, on s'aperçoit qu'une grande partie de la population est exclue : celle qui vit dans les zones rurales proches de la frontière birmane, à l'écart du site touristique de Luang Prabang et des principaux axes routiers menant vers la Chine. Il n'y a donc pas de développement dans ces zones isolées où les pauvres sont obligés depuis longtemps de surexploiter leurs ressources naturelles, de pratiquer la déforestation de la forêt tropicale et la culture itinérante. Dans le même temps, la carte de la pauvreté montre aussi que développement n'équivaut pas à réduction de la pauvreté. Dans les régions où les investisseurs privés ont un accès incontrôlé à la terre, nous observons aussi des taux importants de pauvreté liés à l'exploitation illégale des ressources naturelles.

La DDC, votre partenaire de recherche, paye la formation des étudiants dans les pays en

développement. Est-ce aussi de la coopération au développement ?

C'est même une composante très importante et très appropriée. Ces sept dernières années, nous avons attribué environ quatre-vingts bourses de doctorant dans les pays du Sud. Parallèlement, soixante doctorants suisses en ont profité. Notre programme crée des compétences au Sud comme au Nord. Et comme ces gens sont formés pour résoudre leurs propres problèmes, ils ne se détournent pas de leur pays. Ce type de partenariat est utile pour la Suisse, qui se dote de compétences pour les pays du Sud, mais aussi pour ces pays. Nos partenaires le confirment constamment.

L'aide au développement est une aide à la corruption. Telle est la thèse provocatrice de l'UDC. Une critique fondée ?

Au cours de mes trente-cinq années de recherche, je n'ai eu connaissance que d'un seul cas de corruption : en 1982, il m'a fallu m'acquitter d'une « taxe » pour que nous puissions obtenir enfin une autorisation d'Etat pour louer un logement après dix mois d'attente à l'hôtel. Nous étions deux familles avec trois enfants en bas âge. Là, nous avons dû céder, ce que je regrette aujourd'hui encore. ■

Propos recueillis par Christian Bernhart

Le PRN Nord-Sud est rattaché au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne (CDE). Directeur du CDE, le géographe Hans Hurni assume la direction du PRN depuis son lancement en 2001.